

III

Paysannerie malgache et développement

A MADAGASCAR comme ailleurs, après avoir été trop longtemps méconnu, le facteur humain prend une importance considérable et apparaît comme une variable d'un nouveau genre, variable capricieuse susceptible de venir bouleverser les plans les mieux établis.

La société traditionnelle apparaît mal connue et effraie le planificateur ; les auteurs du plan de développement de l'archide en Afrique Orientale au lendemain de la deuxième guerre mondiale se félicitaient que la région choisie par le plan apparaisse quasiment vide d'hommes. Cette attitude persiste, les organisateurs savent que les plans, quels qu'ils soient, ne valent que dans la mesure où les intéressés donnent leur adhésion. L'homme demeure la clé de voûte des constructions les plus audacieuses et rien n'est viable aussi longtemps qu'il n'y adhère pas.

Le travail à faire à Madagascar dans le domaine des sciences sociales apparaît considérable. Les recherches ont été longtemps lourdement hypothéquées par l'œuvre considérable de Grandidier ; par la suite, les auteurs ont hésité à remettre en question les classifications reconfortantes réalisées par cet auteur. Pourtant Madagascar évolue et évolue très vite : sous la pression des nécessités économiques, des groupes entiers changent de genre de vie. Des hommes descendus des Hautes Terres, venus de la côte Sud-Est, de l'Extrême Sud, parcourent l'île en tout sens. Dans le Nord, les groupes Tsimihety avancent en nappe sur les pays Antankarana, Sakalave et Betsimisaraka ; l'immigration en provenance de



ORSTOM Fonds Documentaire

N° 22998

Cote : B

l'archipel des Comores est toujours plus importante, Majunga, capitale de l'Ouest, est la plus grande ville Comorienne, les dialectes swaheli y sont plus employés que le malgache.

Une approche de Madagascar paraît une gageure. Madagascar, en dépit des tendances récentes à une plus grande uniformisation, apparaît très diversifié ; seule une étude régionale pourrait en faire ressortir les dissemblances. Vu d'avion, Madagascar donne l'impression d'un pays massif, accidenté, souvent vide d'hommes. En dehors des régions forestières du Nord et de l'Est d'où s'élèvent les filets de fumée des brûlis, l'île présente des étendues dépouillées. La latérite rouge apparaît au milieu des immensités couvertes d'une herbe jaune en saison sèche, verte en saison pluvieuse. Le paysage donne ses leçons, la vie se réfugie dans les vallées, dans les dépressions où une irrigation est possible. Paysage des plateaux où les villages dominent des étendues de rizières qui recouvrent les plaines et les digitations comprises entre les *tanety*, champs de cultures aménagés sur les pentes des collines. C'est là que la densité est la plus forte et que le paysage apparaît le plus humanisé, faisant apparaître des terroirs stables. La Basse Betsiboka, le Sambirano et la Mahavavy du Nord, quelques deltas de l'Ouest, la frange orientale de la Côte Est et en particulier le pays Antesaka offrent des densités comparables dans les régions périphériques. Ailleurs, dans les solitudes du Sud et de l'Ouest, on est surpris d'apercevoir des villages mettant une tache claire dans la forêt à baobabs. Ces établissements humains donnent une impression de fragilité, de grande vulnérabilité. Dans de vastes étendues, la piste, seul témoin de la présence de l'homme, s'étire démesurément, coupant les *tanety* à perte de vue, contournant les lavaka.

Dans ces immenses étendues, les groupements humains ont longtemps vécu repliés sur eux-mêmes. Pour de nombreux hommes de la brousse, l'univers rural est fréquemment celui du village ou quelquefois du groupe de villages. Les groupements humains ont été longtemps séparés par d'immenses distances ; dans certaines régions des Hautes Terres, le Betsiléon reste enfermé dans ses étroites vallées, le Sihanaka prisonnier de la dépression de l'Alaotra. Au hasard des conquêtes, des éléments ont été groupés en confédérations politiques,

des lignages d'origine étrangère, accompagnés de clans venus de l'Est qui fournissaient les guerriers ont constitué les royaumes du Sud et de l'Ouest. Les populations locales — tompontany — quoique libres, étaient soumises à des prestations économiques et cultivaient la terre. A la limite, leur statut se rapprochait de celui de serfs. Sur les Hautes Terres, ainsi que le faisait ressortir Isnard, la puissance Merina s'est établie sur l'aménagement du vaste marais qui entoure Tananarive, la transformation de ces étendues en rizières a permis d'organiser une paysannerie dense. Les structurations politiques n'ont pas eu au centre de l'île ce caractère surimposé qu'elles présentent dans les régions périphériques.

Ces traits attestent une particularité malgache. Longtemps, pour ce monde de paysans, d'éleveurs, de pêcheurs, le pouvoir politique, l'autorité ont été évanescents. Le groupe de parents fournissait le modèle des rapports de sociabilité et, étant le seul facteur de cohésion sociale, tendait à devenir l'élément le plus important de la structure sociale. L'ancien Fokonolona Merina correspondait au clan et ne groupait que des parents descendant par les mâles d'un ancêtre mâle. Le Fokonolona actuel n'a rien de commun avec l'ancienne institution ; il y a eu glissement d'une communauté fondée sur des liens d'origine et de sang à une communauté de résidence.

Pour la facilité de l'analyse, il est utile d'examiner rapidement en quoi consiste l'ancien système familial qui subsiste encore aujourd'hui dans différentes régions de l'île. Sur ce schéma, par développement d'un même modèle, il est aisé de comprendre les autres formes de sociabilité et de passer du groupe familial au groupe villageois. Fait nouveau : les migrations mettent en contact des éléments appartenant à des groupes ethniques différents. Un commun stock culturel permet d'éviter un vide juridique commun en Afrique ; du contact de coutumes et de hiérarchies différentes sont nés, dans l'Ouest, de nouveaux groupements inter-ethniques prenant en considération les facteurs résidence et âge. De nouvelles formules apparaissent intermédiaires entre les conceptions traditionnelles et les conceptions occidentales. Sur les Hautes Terres, des conventions de Fokonolona déterminent les droits et les obligations mais, généralement, leurs dispositions n'ont pas la force qu'elles ont dans l'Ouest. Les groupes

villageois apparaissent moins démocratiques. Des inégalités économiques font qu'en fait il existe à l'intérieur du Fokonolona des catégories distinctes de paysans ; les conventions, obligatoires pour certains, ne le sont pas pour d'autres, leur puissance économique et des phénomènes de clientèle engendrant des rapports asymétriques. Dans de nombreuses communautés de l'Ouest, un idéal de stabilité sociale et d'équilibre, s'il peut aller à l'encontre de l'innovation et des initiatives individuelles qu'il condamne, permet par contre de promouvoir plus aisément un développement de type communautaire.

Il faut souhaiter que les nouvelles autorités malgaches parviennent à résoudre des problèmes que les français de l'ère coloniale n'ont pas su résoudre et que le plus souvent ils ont ignorés ou feint d'ignorer. La résolution de ces problèmes force à repudier les directions prises dans le passé et demande beaucoup de courage, certaines mesures indispensables sont de nature à soulever de violentes oppositions ; pourtant, il paraît difficile, pour qui veut travailler à long terme, de les éviter. Madagascar apparaît aujourd'hui, du point de vue économique, plus dépendant qu'autrefois, et cette dépendance, qu'encouragent certaines vues à court terme, risque de s'accroître sans grands avantages pour l'ensemble des populations malgaches.

La disparition du fait colonial sur le plan politique permet l'émergence d'anciennes tensions latentes qui souvent prennent une nouvelle forme, mais traduisent les mêmes oppositions profondes. Au-dessous des agitations de surface, si déroutantes pour l'homme de la brousse, les projets élaborés par les techniciens européens, en termes d'occidentaux, avec tout ce que cela comporte, continuent sur leur lancée. Les systèmes, qu'ils soient économiques ou administratifs, restent par la force des choses sur le modèle européen. A Madagascar, vus de l'intérieur, appréciés à l'échelle malgache, ils font l'effet d'être construits pour eux-mêmes. Les espaces de propagation apparaissent très réduits ou inexistants. Le budget national, dans la mesure où il ne consacre pas des ressources très importantes aux investissements, risque de jouer fort mal son rôle de « filtre » et de redistributeur. Il peut apparaître comme une machine qui diffuse du bien-être dans un cer-

tain milieu, qui, de quelque manière que ce soit, reste un milieu fermé, groupant des gens qui ont les mêmes intérêts.

Dans la mesure où l'essentiel des capitaux viennent de l'extérieur et résultent pour le plus grand nombre d'accords bilatéraux, il reste illusoire d'attendre que des intérêts privés investissent sans se réserver les retours maxima. Dans l'hypothèse d'entreprises de grandes dimensions, articulées et dirigées exclusivement d'Europe ou d'ailleurs, le risque est grand — surtout dans les régions périphériques — qu'en l'absence de compétences techniques, les populations locales soient réduites à la portion congrue et ne fournissent la plupart du temps que des manœuvres sans qualification professionnelle, payés au taux le plus bas.

Les complexes ou combinats allogènes jouent difficilement le rôle de pôles de développement véritables. Les différences de conceptions et de fonctionnement sont telles que la mise en place d'un complexe de type moderne dans un contexte économique traditionnel risque, la plupart du temps, de conduire à la constitution de deux espaces économiques différents quoique apparemment imbriqués.

La pensée anthropologique met l'accent sur la diversité des cultures et des génies humains. Il est permis à des chercheurs de sciences humaines de se poser la question et de se demander s'il est bien sage de vouloir que Madagascar, comme d'autres pays des zones tropicales et équatoriales, rejoigne rapidement le niveau européen et même occidental en adoptant des modèles de croissance de types occidentaux ou marxistes. Peut-être serait-il désirable d'imaginer, pour des pays tels que Madagascar — qui apparaissent favorisés si on les compare à d'autres pays africains ou asiatiques — des formules originales de développement. Peut-être, ainsi que la plupart des observateurs en sont conscients, le fait de proclamer le défi, de s'aligner rapidement sur des pays à dominance urbaine et industrielle, et de s'intégrer dans les espaces économiques du monde libre, constitue-t-il une insulte au bon sens. Fait plus grave encore, cette idéologie risque d'engager de tels pays dans de fausses directions et, à la limite — si l'expérience se poursuit — de désintégrer les jeunes nations, de les écarteler entre des systèmes économiques irréconciliables en favorisant la constitution de deux sociétés dont

l'une vivrait artificiellement au niveau occidental ou à un niveau approché en détournant à son profit l'essentiel du peu d'excédent global disponible, condamnant la grande masse à rester enfermée dans le cercle d'une économie de pénurie et de misère. Madagascar apparaîtrait comme un champ de tensions anarchiques que des dirigeants, quels qu'ils soient, auraient les plus grandes peines à réduire.

Il sera nécessaire de revenir rapidement sur ces problèmes. Pour l'instant il serait utile de donner une vue rapide de la situation actuelle de Madagascar et des populations malgaches qui pour 90 % vivent de l'agriculture et pour lesquelles le genre de vie rural se confond avec le genre de vie traditionnel.

Les remarques qui suivent sont fragmentaires. Il ne peut être question de tirer des conclusions quant aux possibilités et aux directions d'évolution pour la simple raison que la jeune république malgache n'a pas encore fait ses options. Les grandes fresques, les théories prématurées, satisfaisantes pour des esprits formés aux traditions occidentales, risquent de fausser considérablement la réalité. Toutefois, il est permis de signaler quelques dangers, quelques tendances qui, dans l'avenir, pourraient être de nature à compromettre les possibilités d'un réel développement.

Désorganisation des clans et des lignages

Dans le passé, en dehors de l'Imerina et des dominations Sakalava de l'Ouest, le système de parenté se substituant à un pouvoir politique mal assuré et évanescant est apparu comme l'élément le plus important de la structure sociale pouvant grouper des centaines ou des milliers de personnes, et assumant des fonctions qui, normalement dans d'autres types de sociétés, relèvent d'autres organismes.

Dans l'ensemble de l'île, en dehors de quelques groupes aberrants du Sud-Est ou des Vezo du littoral du Sud-Ouest, les systèmes de parenté, en dépit de variations souvent importantes, sont construits sur le même schéma structural. Sans qu'il soit toujours possible de parler de sociétés patrilinéaires, l'accent est mis sur la suprématie de la famille paternelle, bien qu'en fait la famille paternelle de la mère joue un rôle

extrêmement important. Le système est, en gros, construit sur la hiérarchie des générations et, à l'intérieur des générations, sur l'âge. L'autorité est dévolue, sauf en cas d'incapacité, à l'aîné de la génération la plus ancienne. En fait, toutefois, il y avait dans l'ensemble des communautés tendance à disjoindre les activités proprement religieuses de l'ancien du pouvoir de direction en matière profane qui était assumé par d'autres personnes moins âgées. Les vieillards ne font plus partie de la population active et n'agissent que comme conseillers qu'il paraît sage de consulter.

Les clans du passé ont depuis longtemps perdu toute réalité au profit des lignages ou fragments de lignages qui en reproduisent les principales caractéristiques. Sous l'effet de nouvelles causes, un nouveau glissement se produit : les biens collectifs qui constituaient le patrimoine du lignage sont partagés. La propriété des terres et, plus récemment, des bœufs, s'établit au niveau de la famille réduite. Dans le Nord, les paysans Sakalava, Antankarana, Tsimihety ou Betsimisaraka font immatriculer les terrains de cultures. Des anciens biens collectifs ne subsiste en cas de vente qu'un droit de préemption au profit des membres du groupe familial. Les régions où le bornage est généralisé sont parmi les plus déstructurées.

Dans les régions développées, le fragment de lignage — *tarika* — est lui-même ressenti comme une unité trop vaste ; le groupe patrilinéaire, fixé au sol, tend à s'identifier à un groupement de résidence, ce qui fausse les définitions traditionnelles. Seuls les clans de pêcheurs Sakalava ou Vezo, peut-être du fait d'un ancien nomadisme marin, conçoivent l'existence de lignages dispersés sans assise territoriale. Le *tarika* tend à son tour à disparaître au profit de la famille réduite de type occidental, achevant le processus d'atomisation. Suivant les régions, il est possible de rencontrer tous les types intermédiaires et de mesurer les étapes d'évolution. L'autonomie des familles réduites ou élémentaires, groupant l'homme, la femme, leurs enfants mineurs et quelquefois un proche parent de l'un ou l'autre des conjoints, augmente avec leur autonomie économique. Le salariat apparaît comme l'un des principaux facteurs d'éclatement des grands ensembles. Dans certaines régions, des ajustements s'établissent, la famille réduite est propriétaire des terres mais la propriété des

bœufs s'établit au niveau du lignage ; cela est fréquent chez les Antandroy des zones arides de l'extrême Sud.

En dehors des faits économiques qui permettent de considérer les lignages comme des survivances sans justification, la disparition des unités de large envergure s'expliquent pour d'autres raisons qui tiennent en grande partie au fait que, dans le passé, les générations jouaient un rôle primordial en matière d'éducation. La coutume transmise par « imprégnation » transforme insensiblement l'adolescent en un homme pleinement réalisé, prêt à assumer ses responsabilités au sein du groupe. Dans la mesure où il n'existe pas de technique d'éducation de type occidental, il est certain que les connaissances et la sagesse de l'homme — ces deux notions n'étant jamais séparées — s'éprouvent et augmentent avec l'âge. L'homme malgache, beaucoup plus que la femme, apparaît dans les régions traditionnelles très dépendant de la tradition, prisonnier de sa culture. Il est laissé au jeune garçon très peu de marge d'initiative personnelle ; les anciens veillent à ce que les enfants réagissent à l'expérience ainsi qu'ont réagi les ancêtres en respectant les pratiques éprouvées. L'enfant, dès son jeune âge, est soumis à un conditionnement de tous les instants qui s'exprime surtout par des interdits (sans connotation religieuse). Le comportement attendu se trouve dans les thèmes des contes, dans des proverbes. L'enfant est habitué à penser par images et clichés. Le texte des discours — kabary — est à cet égard très révélateur.

Cela ne favorise pas l'innovation. Certains groupes, les Sakalava des régions restées en marge, par exemple, la refusent systématiquement s'en tenant à un idéal d'immobilité sociale. Il est étrange, en circulant dans certaines régions de l'Ouest, de constater combien ce pays ressemble aux descriptions qu'en a laissé Drury, naufragé anglais jeté il y a trois siècles sur les côtes du Mozambique. Cet immobilisme a été dans certaines régions accentué par l'autorité traditionnelle des Mpanjaka qui ont trouvé avantage à conserver un certain état établi. Le système familial comme le système social, qui n'en est souvent que le prolongement construit sur le même modèle, engendre des tensions et satisfait normalement davantage les gens qui sont le plus avantagés. Actuellement, dans de nombreuses régions où les réseaux scolaires présentent une cer-

taine densité, les notions acquises, notamment dans le domaine des sciences de la nature — si élémentaires soient-elles — n'en vont pas moins directement à l'encontre des valeurs les plus essentielles communément admises. Cela engendre des heurts entre membres d'une même communauté appartenant à des classes d'âge différentes et atteint dans son principe même une société construite sur le seul critère de l'ancienneté. L'évolution est d'autant plus rapide que le système est fermé à la compétition. Les éléments jeunes refusent le vieil idéal d'immobilité sociale lié à une société sans grand moyen d'action sur le monde extérieur et sans réserve — et voient dans cette immobilité une entrave injustifiée. Refusant les valeurs admises, non satisfaites par les rôles traditionnels qu'elles refusent d'assumer, aspirant à jouer des rôles d'autant plus mal définis qu'ils s'éloignent davantage de la coutume, les jeunes générations apparaissent désarmées. Il se produit un désarroi des valeurs et des symboles très inquiétant. Cela est net dans le Nord où les jeunes éléments paraissent disposés à suivre des modèles d'où qu'ils viennent dès l'instant où ceux-ci méconnaissent au maximum les modèles anciens. Comparé à l'adolescent Bara qui, dans les solitudes du Sud, surveille les troupeaux de zébus, l'adolescent Antankarana, Sakalava ou Comorien apparaît comme un jeune révolté qui refuse les valeurs établies, et rejette l'autorité, sous quelque forme que ce soit. Dans les centres urbains, des bandes, des « cliques » au sens de Moreno, tiennent lieu de structures. Ces communautés réduites fondent leur cohésion sur des règles qui souvent apparaissent contraires aux normes communément admises. Dans le Nord, le problème est d'autant plus grave qu'il n'existe pratiquement pas de terres disponibles. Les jeunes gens de la Betsiboka, comme du Sambirano ou de la Mahavavy, n'ont pas, pour la plupart, la possibilité de s'installer ; souvent, malheureusement, ils ne semblent pas le désirer, et cela peut s'expliquer par tout un ensemble de causes qui ne sauraient être abordées ici. Cette situation, qui risque de devenir grave à moyen terme, présente peut-être quelques avantages dans la mesure où des autorités seront à même de proposer un principe d'action réalisable.

Il ne semble pas que les systèmes reposant sur la famille étendue soient susceptibles à l'avenir de trouver de nouvelles

raisons d'être. Le mouvement paraît irréversible, en dépit des efforts qui essaient d'en préserver l'essentiel, et qui s'expriment, dans certaines régions, par une fréquence plus grande des fêtes traditionnelles, visant à marquer la cohésion des groupes. L'économie monétaire, les possibilités qu'offre le salariat, le fait urbain précipitent l'évolution en permettant aux familles réduites, sinon toujours de s'émanciper totalement, du moins d'être à même d'acquérir une certaine autonomie.

Le déclin des grands ensembles comporte de multiples conséquences et il arrive qu'il entraîne directement la disparition de groupes restreints fondamentaux, tels les familles ménages. Il est certain, de ce point de vue, que la garantie qu'offrait dans le passé la famille étendue était de nature à permettre aux jeunes ménages de se constituer et de s'établir. Dans la mesure où l'union légitime — c'est-à-dire l'union socialement reconnue — marquait l'alliance de deux clans ou de deux lignages qui, l'un et l'autre, exerçaient un certain contrôle sur l'union, il est évident que les nouvelles unions, coupées de ce substrat, tendent à apparaître plus fragiles et plus vulnérables. Ce fait est très net dans le Nord-Ouest où de nombreuses unions sont, au regard de la coutume, des concubinages qui n'offrent aucune garantie aux parties. Cette situation, très grave, en ce qui concerne l'avenir d'enfants privés souvent d'éducation et élevés sans aucune direction, s'oppose également dans l'immédiat à l'exercice d'une activité économique suivie, et joue dans le sens d'une accentuation de l'instabilité.

Dans la mesure où une restructuration se dessine, la femme paraît bénéficiaire de cette situation ; plus libre que l'homme, moins conditionnée, elle paraît s'adapter plus facilement à de nouvelles conditions. Alors que fréquemment les femmes expriment directement leurs opinions personnelles, le chercheur sur le terrain, s'adressant à des hommes, est frappé par l'abondance des idées reçues qui correspondent aux idées générales admises par le groupe auquel appartiennent les interlocuteurs. Des observations dans des centres urbains tels que Tuléar, Morondava, Majunga ou Diégo Suarez, montrent que, le plus souvent, la femme exerce une influence prépondérante dans le ménage du point de vue économique et

familial, contrôlant le budget, décidant dans une très grande mesure des dépenses, et veillant à l'éducation des enfants. Il paraît vraisemblable que, dans l'avenir, cette situation tendra à favoriser davantage l'émergence de la personnalité.

Les communautés villageoises

De la parenté au voisinage, il n'y a pas rupture mais souvent développement d'un même schéma. Les notions de voisin, de communauté villageoise sont très importantes, et, fréquemment, il semble que l'appartenance à la même communauté villageoise ait en fait plus d'importance que l'appartenance à un même lignage. A l'intérieur des villages, l'analyse des relations de parenté montre que des liens cognatiques permettent souvent aux villageois de se situer mutuellement en termes de parenté ou d'alliance. L'unité de nombre de communautés est réelle ; les règles d'entraide jouent souvent pour les travaux culturels concernant les produits vivriers destinés à la consommation domestique ; les cultures commerciales ou, plus généralement, les cultures destinées au marché entraînent le salariat. Les structures d'entraide et de coopération sont d'autant plus développées que les communautés sont plus autarciques ; cela est net dans les forêts de l'Est.

La cohésion des ensembles villageois s'appuyant sur la coutume est renforcée par le poids des mécanismes de contrôles sociaux. L'échelle des rôles et des statuts correspondant aux différentes catégories d'âge est nettement définie. Dans le Sud et l'Ouest, l'idéal des sociétés est un idéal de stabilité sociale qui s'oppose à l'innovation sous toutes ses formes. Sur le plan économique, si les paysans peuvent, dans une grande mesure, décider de leurs spéculations, ils peuvent difficilement utiliser les excédents disponibles d'une autre manière que celle attendue, c'est-à-dire en respectant les préférences et les critères de valeur admis. Le contrôle du groupe paraît s'exercer au niveau de la consommation et de l'emploi des disponibilités. L'horizon économique de la collectivité s'impose à l'individu. Ce dernier ne peut innover et rompre avec la tradition qu'en se mettant plus ou moins en marge.

Lorsque la communauté n'est plus homogène, lorsque — du fait des migrations intensifiées — des groupes ethniques

sont en présence, le contact des coutumes et hiérarchies différentes crée une nouvelle situation modifiant totalement les caractères des groupements qui doivent chercher leurs modèles hors des schémas traditionnels. A Madagascar, contrairement à ce qui a été observé en Afrique, des possibilités d'auto-compréhension évitent la constitution des vides juridiques qui se rencontrent dans les grandes agglomérations africaines. De nouvelles institutions, importées dans les deltas de l'Ouest par les riziculteurs Antesaka du Sud-Est, apparaissent intermédiaires entre les conceptions traditionnelles et les conceptions occidentales. Aux premières, elles empruntent l'échelle des rôles et des statuts basés sur l'âge et les principes de la responsabilité collective et des règles de dédommagement ; aux secondes, leurs caractéristiques de communautés groupent des riziculteurs : Antesaka du Sud-Est, Betsileo des hautes terres, et originaires : Bara, Masikoro ou Sakalava. Les populations de l'Extrême Sud, Tandroy et Mahafaly vivant de cultures sèches à base de maïs et de manioc, ne sont pas intégrées dans les communautés composites. Pour tout un ensemble de raisons : traditions égalitaires des paysans du Sud-Est, origine souvent très humble des Betsileo, indifférence des originaires qui acceptent les modèles, ces communautés rurales apparaissent infiniment plus démocratiques que celles des plateaux, mal dégagées d'un lourd passé féodal.

Dans le même temps, les immigrés installés dans l'Ouest reconnaissent souvent un droit éminent aux occupants du sol. En fait, dans l'ensemble du Centre et du Sud-Ouest, les transactions foncières sont rares ; la plupart des immigrés estiment que les riches terres qu'ils cultivent ne leur appartiennent pas. A leur mort ou lorsqu'ils rentrent chez eux, ces terres reviennent aux communautés locales, qu'elles soient Sakalava, Bara ou Masikoro. Dans le cas où de nouveaux immigrés s'installent dans le pays, les possesseurs du sol ne font aucune difficulté à leur installation. Ils admettent de la même manière que les héritiers directs des immigrés continuent à cultiver la terre. L'introduction de cultures commerciales tend à modifier cette situation. Les litiges ne sont pas rares dans le Nord et dans l'Est. En ce qui concerne l'immigré, le fait important, au regard des possibilités de déve-

loppement, tient à ses dispositions psychologiques ; la terre qu'il cultive apparaît davantage comme un des éléments de l'exploitation. L'immigré détaché de son horizon familial est beaucoup plus libre que le paysan Sihanaka de la dépression de l'Alaotra. Pour lui, l'agriculture peut être une activité économique alors qu'elle reste pour le premier un genre de vie profondément intégré à tous les aspects de l'existence et, de ce fait, difficile à altérer. En bref, les paysans immigrés qui circulent dans l'ensemble de l'Ouest de l'île, présentent plus que les autres paysans une mentalité d'entrepreneurs. Il paraît possible d'avancer que les expériences de paysannat et de développement ont plus de chances de réussir dans l'Ouest malgache que dans d'autres régions de l'île.

Qu'il s'agisse de communautés homogènes ou de communautés composites, certaines personnes exercent une autorité sur les groupes. En dépit de l'aspect démocratique, quelquefois accentué, que l'on rencontre dans les communautés périphériques, il semble que les personnes influentes occupent généralement une certaine position associant fréquemment au prestige personnel une situation économique favorable. Il semble également que le rôle des *leaders* consiste, sur les côtes, à coordonner les rôles des membres du groupe, à assumer certaines responsabilités et à prévoir les situations. Dans l'esprit des gens, le *leader* incarne une manière de vivre et est le garant de l'ordre établi et des pratiques éprouvées. Cela explique que le *leader* soit généralement très prudent : l'erreur pour lui entraîne une perte de prestige. Mais il y a plus : le représentant du groupe, en qui les membres du groupe mettent leur confiance, doit s'en tenir au rôle qui lui est assigné et, surtout, agir de la manière attendue. Le *leader* n'est donc pas libre, moins libre à ce point de vue qu'un autre membre du groupe. De par sa situation, il est peu disposé à se faire agent de changement et même à encourager l'innovation.

Il arrive que, persuadé de l'intérêt d'une expérience, le paysan « en vue » renonce délibérément au schéma traditionnel et accepte l'innovation. Il y a là un risque ; sa position est fragile ; trop absorbé par ses nouvelles activités, il peut perdre le contact et devenir étranger aux membres de

la collectivité dont il perd la confiance. De la même manière, la position des planteurs témoins — même acceptés — est délicate : les réussites exceptionnelles, autrefois explicables par le recours aux sortilèges, ne sont généralement pas appréciées ; à Madagascar, comme dans bon nombre de sociétés traditionnelles, le fait de sortir du groupe suscite des rancœurs tenaces.

Peut-être, bien que cela soit plus difficile, l'action du paysannat gagnerait-elle à recueillir l'adhésion profonde de l'ensemble de la collectivité — ce qui n'est pas aisé avec l'actuelle conception de l'encadrement et les coûts y afférents. Les élites seraient alors toutes prêtes à continuer à assumer leur rôle de direction dès qu'il apparaîtrait que l'action entreprise est acceptée par l'ensemble des intéressés. Dans quelques cas particuliers, les élites acceptent spontanément le risque si elles y voient le moyen de recouvrer une autorité en partie perdue : cela est net dans la région du Mangoky où des familles éclairées, descendantes des anciens chefs traditionnels, aspirent à jouer un rôle nouveau dans le sens de l'innovation et de la transformation des structures actuelles.

Les structures sociales des Hautes Terres

Si, dans une grande partie de Madagascar, les structures villageoises apparaissent relativement simples et plus ou moins dominées par un idéal égalitaire, il en va autrement sur les Hautes Terres, et dans quelques régions riches du Nord. Les stratifications horizontales fondées sur les catégories d'âge sont recoupées verticalement par des distinctions des statuts économique et social.

Dans les régions développées du point de vue économique, il n'est pas prouvé que le principe : « enrichissez-vous » qui est proposé aux paysans soit de nature à permettre un développement harmonieux et se révèle, à long terme, payant. Une telle éventualité paraît d'autant plus faible que les possibilités d'investissements et les taux d'accumulation dépendent de structures qui se rattachent à un lointain passé et qui survivent dans des phénomènes de clientèles. Une grande partie de la population, du fait du manque de terres, du manque de capitaux ou de l'absence de ces deux éléments, se trouve dans une situation telle qu'il ne lui est pas possible de suivre la

même direction. L'observation montre en outre que la disparition des mécanismes de contrôles sociaux est de nature à permettre un débridement des appétits et généralement des appétits les plus opposés à un principe de développement communautaire. Il est illusoire de penser que les inégalités évidentes se résorberont d'elles-mêmes. En fait, il semble au contraire qu'un mécanisme cumulatif tende à renforcer les structures asymétriques. La politique du laissez-faire, l'absence des freins que constituait l'ancienne conception de vie ne peuvent conduire qu'à accentuer les décalages.

Une des illusions majeures des promoteurs du développement consiste à fonder des espoirs sur des institutions collectives ou communautaires que l'on découvre précisément au moment où elles sont sur le point de disparaître ou du fait de l'impact des changements de conditions générales apparaissant avec un tout autre contenu. L'exemple du Fokonolona merina, sorte de commune rurale, est révélateur.

Le Fokonolona actuel ne présente rien de commun avec l'ancien Fokonolona merina qui, ainsi que l'a dégagé G. Condominas dans une étude sur l'Imerina, apparaissait comme une institution correspondant à la caste Hova. Les lignages nobles, Andriana, ne constituaient pas des Fokonolona pas plus que les hors classes — andevo — qui formaient une main-d'œuvre servile au service des Hova et des Andriana.

A l'origine, le Fokonolona, ainsi que son étymologie l'indique, se confondait avec le clan fixé au sol. Sa cohésion s'expliquait par des liens de sang, une descendance commune réelle ou supposée, une solidarité d'intérêts et une union affective. Autant de facteurs qui, ont cessé d'exister le jour où le Fokonolona a groupé des familles étrangères les unes aux autres, glissant d'une communauté de sang à une communauté de résidence. L'organe essentiel de l'ancien Fokonolona était l'union de tous ses membres qui participaient aux délibérations et prenaient en commun les décisions. Actuellement, le Fokonolona désigne en fait la seule assemblée des notables qui occupent dans les collectivités rurales une position de premier plan, et s'identifie très souvent avec la strate dominante. Dans de nombreuses régions, cette classe s'oppose au développement communautaire d'autant plus aisément qu'une fraction de la population, composée de pe-

tits exploitants et de paysans sans terre, dont tous les efforts sont tendus vers l'auto-suffisance, acceptent des faits de domination en contre-partie d'une certaine sécurité psychologique. Le complexe de dépendance dont fait montre une partie des populations rend l'action paysannale difficile.

Lors des délibérations, ce groupe prend les décisions et de larges segments de l'opinion ne sont pas en mesure de s'exprimer, ni de faire connaître leurs besoins spécifiques. Le drame consiste dans le fait que les propriétaires ruraux appartenant à cette classe se présentent comme les représentants de l'ensemble des communautés. Dans la logique du système, ils sont effectivement capables de justifier leurs allégations.

Ces phénomènes mériteraient des études particulières et rendent compte d'un certain nombre de paradoxes. Cette fraction écran qui empêche non seulement une partie importante du monde paysan de s'exprimer, mais qui, encore, détourne à son profit les dispositions prises en faveur des cultivateurs — le crédit peut difficilement atteindre certaines couches de la population — n'occupe pas elle-même une situation très aisée. Si elle apparaît, comparativement aux autres catégories sociales, à un niveau supérieur, il n'en reste pas moins que des problèmes préoccupants se posent à elle. Ses disponibilités ne lui permettent pas de s'équiper d'une manière satisfaisante et d'acquérir le matériel lourd qui lui permettrait de mettre en valeur l'ensemble des exploitations dont elle dispose. Dans de nombreuses régions, une partie des terres demeure inexploitée alors que dans le même temps le rapport population/ressources disponibles accuse un déséquilibre certain. Il n'y a rien d'étonnant à ce que cette catégorie de propriétaires s'efforce par des moyens variés de s'assurer le concours de journaliers ou de métayers et essaie de les contrôler, soit au moyen de prêts, soit de toute autre manière. Il est vital pour les représentants de cette fraction de conserver une certaine avance.

Dans la mesure où cette classe de propriétaires réside sur place et participe à l'exploitation, le problème est moins grave ; il l'est davantage lorsque les possesseurs du sol, non résidents, le font exploiter par des paysans sans terre et, partant du principe qu'un profit, si minime soit-il, est préférable

à une absence de profit, se refusent absolument à tout investissement susceptible d'augmenter la production. Le métayer, de son côté, par un raisonnement comparable, n'éprouve pas le besoin d'innover ou d'adopter de nouvelles formules qui, à moins d'une révolution technique dans les rendements, donnerait une plus-value dont il ne serait pas le seul à profiter. Généralement, les augmentations finales divisées par deux ou par trois ne justifient pas la dépense de travail supplémentaire. Une fois de plus, cette situation conduit à une stagnation des techniques et de la production.

Le refus des investissements dans le domaine productif devrait également faire l'objet d'enquêtes dans les différentes régions de Madagascar. Il est possible, au moins pour les Hautes Terres, d'exprimer ce problème en termes de taux d'intensité du capital. Il est certain que tout excédent prend les formes qui, au moindre mal, lui donne le plus de valeur ; dans le contexte actuel, alors que les investissements dans l'agriculture ou dans l'élevage apparaissent de faible rapport et comportent de nombreux aléas, les activités spéculatives ou commerciales, les prêts à 100 % apparaissent beaucoup plus rémunérateurs et drainent les disponibilités. Ces éléments, s'ils apparaissent moins stériles que la transformation des disponibilités en bœufs, par laquelle de nombreux peuples du Sud : Bara ou Antandroy gèlent d'une manière durable leurs excédents non consommés, n'en sont pas moins sur un autre plan dommageables, dans la mesure où ils tendent par un processus cumulatif à stériliser les possibilités d'investissement et à renforcer les structures dissymétriques.

Dans les campagnes malgaches, un trop grand nombre de propriétaires fonciers vivent non de l'agriculture, mais des loyers de la terre. Ces faits facilitent la constitution d'un sous-prolétariat rural et, s'opposant aux possibilités d'installation des jeunes générations, précipitent l'exode rural et corrélativement le chômage urbain. La classe des paysans sans terre, constituée souvent par des hommes âgés, apparaît actuellement soumise, mais risque dans un avenir proche de prendre conscience de sa situation et du fait qu'elle consent des prestations sans contre-partie économique suffisante. Afin d'éviter un effet de rupture, il serait urgent d'agir de façon à modifier la situation. La solution d'une égalisation des chances

apparaît d'emblée irréaliste, compte tenu du degré de structuration des populations malgaches et spécialement des populations des Plateaux, mais il serait utile, sans toucher aucunement aux terres que des propriétaires exploitent eux-mêmes avec l'aide de métayers et de salariés, de considérer la situation des propriétaires non résidents qui se contentent, au moment de la récolte, de prélever leur part. Les travaux de petite hydraulique sont susceptibles, dans de nombreuses régions de l'Imerina et du Lac Alaotra, de récupérer des terres qui pourraient être destinées aux paysans qui n'en possèdent pas. Il serait utile que les autorités politiques prennent des mesures au niveau des villages et vérifient les titres coutumiers de possession du sol. Dans l'état actuel, il suffit qu'un individu ou, dans le passé, un de ses parents, ait défriché, brûlé ou planté une seule fois une terre pour qu'il possède sur elle des droits définitifs et puisse s'opposer à ce qu'un nouveau venu s'y installe.

Une action paysannale devrait procéder par étapes et faire porter ses actions compte tenu des besoins spécifiques des différents groupes sociaux. L'action coopérative doit s'adresser aux différentes couches et ne grouper que des paysans qui sont dans la même situation économique faute de quoi, ainsi que cela se constate journellement, les mesures projetées ne pourront pas atteindre les bénéficiaires.

Si des nombreuses communautés villageoises merina prennent en considération les intérêts de l'ensemble de leurs membres, il semble qu'un plus grand nombre de fokonolona actuels des Hautes Terres tendent souvent à apparaître comme le contraire d'organes démocratiques. Il n'est pas interdit de penser que, laissés à eux-mêmes, certains évoluent vers la constitution d'oligarchies villageoises de propriétaires fonciers plus ou moins soucieux de préserver les apparences.

Activités traditionnelles et facteurs de stagnation

Pour les agriculteurs ou les pasteurs traditionnels, l'agriculture et l'élevage sont beaucoup plus un genre de vie qu'une activité économique. Très souvent, des modifications sont difficiles à introduire du fait que le brûlis, le riz ou le bœuf ont une signification qui dépasse largement ce point de vue. Des pratiques qui paraissent aberrantes peuvent avoir une fone-

tion latente de la plus grande importance en ce qui concerne par exemple la cohésion des ensembles humains.

L'opposition aux innovations des éleveurs, qu'ils soient Sakalava, Bara ou Antandroy, est connue. Pour les populations entières de l'Ouest et du Sud, la valeur sociale du bœuf dépasse sa valeur économique. La symbiose des groupes sociaux et des bœufs est telle que toute modification dans les techniques d'élevage extensif entraîne des effets indirects qui atteignent le groupe. Un changement des pratiques paraît illusoire à court terme. Dans la perspective d'une mise en valeur régionale visant une production de viande ou de lait, il serait préférable de faire de l'élevage avec des non-éleveurs plus aptes à comprendre l'intérêt de réserves fourragères et de passer d'un élevage extensif à un élevage intensif.

L'action a plus de prise sur le monde paysan : une des erreurs de nombreux techniciens qui n'ont pas une connaissance suffisante du milieu consiste à minimiser l'acquis des connaissances empiriques de matière culturelle des paysans traditionnels. De nombreux agronomes, qui prennent en considération l'ensemble des facteurs, reconnaissent souvent que, compte tenu du capital technologique, l'adaptation paraît satisfaisante. Le paysan est à même — pour peu qu'on l'y engage — d'exposer de manière pertinente et rationnelle les techniques culturelles qu'il pratique.

Par contre, sur le plan de la gestion des exploitations agricoles, il est possible, quelles que soient les spéculations régionales, de relever de mauvais calculs qui entraînent des pertes réelles. D'une manière générale, dans les zones où se pratique la culture du riz, toutes les autres cultures apparaissent subordonnées au riz et viennent en deuxième urgence.

Parallèlement, une tendance très forte porte à la dispersion. La plupart des cultivateurs essaient d'étendre au maximum le registre des cultures qu'ils pratiquent ou de cultiver des superficies qui excèdent les possibilités du groupe familial, dans l'espoir de multiplier les gains monétaires. Le recours à l'entraide ne pouvant jouer du fait que la production est destinée au marché, l'exploitant fait appel au salariat et a recours à une arithmétique compliquée, rémunérant avec le produit d'une récolte la main-d'œuvre nécessaire à une autre culture

et recourant aux prêts usuraires lorsque cette solution n'est pas possible ou s'avère insuffisante.

La tendance à la dispersion s'explique également pour d'autres raisons. Dans des milieux peu favorables, tels ceux de l'Ouest et du Sud, les aléas sont tels que le cultivateur essaie de les limiter en cultivant le plus possible et en cultivant dans des zones éloignées les unes des autres. Cela est net dans les cultures sur baiboho — terrains de décrue situés à proximité des fleuves. Les hommes, ne pouvant prévoir d'une année à l'autre les superficies susceptibles d'être inondées, dispersent leurs champs de culture. La dispersion prend un aspect géographique : les pertes de temps en déplacement, la servitude de l'étendue (Mehdras) sont des réalités de ce type d'agriculture.

Le trait le plus caractéristique des économies traditionnelles est leur grande vulnérabilité liée à l'absence de réserves dans tous les sens du terme qui, lors de la récolte, par exemple, oblige les paysans à vendre dans la période où les cours sont les plus bas. Le paysan actuel, même dans les régions apparemment les plus isolées, est tenu de se procurer des signes monétaires, d'une part, pour acquitter ses impôts et, d'autre part, pour pouvoir acquérir certains biens indispensables qui, distribués par les réseaux commerciaux, ne peuvent s'obtenir par le circuit du troc. Les objets d'exportation, dans le même temps qu'ils entraînent une rapide régression des techniques connues, accroissent la dépendance du cultivateur, bien que de larges secteurs de l'économie demeurent autarciques.

Le paradoxe actuel consiste dans le fait qu'un grand nombre de communautés rurales restent enfermées dans le cercle d'une économie de subsistance et de rareté bien qu'à l'analyse, il semble qu'une économie de marché se soit instaurée.

La faiblesse des marges excédentaires, le manque de terres, ou de matériel ou de crédit, constituent tout un ensemble de facteurs limitatifs qui maintiennent la production agricole à son niveau le plus bas. Des périodes d'emploi forcé que, compte tenu des causes structurales, il serait faux de comparer à du chômage, accentuent les caractères de fragilité. Au lac Alaotra, en l'absence de culture de contre-saison, la mauvaise période s'étend de septembre à mars. Ailleurs, dans les solitudes de l'Ouest et du Sud, les périodes difficiles sont

douloureusement ressenties : les hommes et les femmes se rendent dans la forêt et défouissent des tubercules, racines ou rhizomes sauvages.

Ces faits facilitent l'établissement de rapports de dépendance qui, sous diverses formes, se rencontrent dans la plus grande partie de l'île. Les cadres de domination suivant les régions peuvent soit être le réseau commercial lié à une économie de traite, soit se confondre avec les structures sociales dès lors que celles-ci apparaissent stratifiées.

Les systèmes commerciaux sont conçus en fonction de cette économie de rareté. Le système indien peut être pris comme type. Bien qu'objectivement il rende quelques services non négligeables qui, actuellement, le rendent indispensable en attendant la mise en place d'un appareil de remplacement, il n'en est pas moins certain par ailleurs qu'il s'oppose à toute possibilité de développement de nombreuses régions de l'île. Le système chinois apparaît tout différent et les promoteurs de coopératives ne devront pas méconnaître, qu'ainsi que le signale R. Dumont, le chinois peut être un intermédiaire correct dont l'âpreté en tout cas n'est pas comparable à celle des indiens ou à celle de certains propriétaires fonciers des Hautes Terres.

Dans le cas indien ou, plus exactement, pakistanais, le système se caractérise par le fait que les mêmes intérêts contrôlent la chaîne de production et la chaîne de consommation. L'efficacité est d'autant plus grande que le rapport population/ressources disponibles est précaire. Les paysans sont tenus par les prêts de soudure remboursables au double à la récolte. A ces prêts s'ajoutent, consentis au même taux, les prêts de campagne qui leur permettent d'entreprendre les cultures qui les endettent en les faisant vivre. Ce système vient, à l'issue de l'année agricole, détruire, par un effet de *play back*, l'excédent disponible qui aurait pu constituer une épargne et — fait plus grave — par la même occasion l'horizon économique du sujet.

Les réseaux de type indien sont construits de manière à fonctionner à peu près complètement en circuit fermé avec le minimum de pertes — c'est-à-dire, d'un autre point de vue, de diffusion. Le manque de liquidité est atténué par le fait

que le capital circule très vite par le jeu des prêts en espèces et des remboursements en produits. Les « vides » sont comblés grâce aux traites de cavalerie qui, se recouvrant les unes les autres, ne trouvent une réalité en bout de chaîne que lors de la récolte. Les organismes de crédit ne peuvent interrompre un processus qui, s'il se bloquait, les mettrait en présence de débiteurs insolvables. La construction indienne apparaît fréquemment à plusieurs étages : au sommet de la pyramide l'entreprise *leader*, entreprise d'import-export ; au-dessous, un réseau de collecteurs et de sous-collecteurs.

Des liens familiaux doublent parfois les liens économiques et compliquent les stratégies. Si les entreprises du sommet parviennent souvent à s'assurer une couverture financière solide, les petites entreprises, pièce d'un plus vaste appareil, apparaissent dans une situation marginale. Au fur et à mesure que l'on descend dans la pyramide en se rapprochant de la base, les marges bénéficiaires diminuent et l'âpreté augmente, parallèlement du reste au taux des prêts et avances consentis aux collecteurs. A tous les étages, les marges bénéficiaires exagérées visent à se prémunir contre les risques et à pallier ces défauts de la gestion en même temps que l'absence de postes essentiels tels celui de l'amortissement. Toutes choses égales d'ailleurs, il semble difficile que le petit commerçant indien de brousse puisse se comporter d'une autre manière qu'il le fait, d'autant plus que la concurrence au niveau des collecteurs s'exacerbe du fait de l'accroissement démographique. Au sommet de l'édifice, la courte vue dont font montre les chefs d'entreprise ne permet pas, sans pression extérieure, d'espérer à brève échéance un changement notable de politique. Il est probable, toutefois, que les réactions viendront du bas, car une prise de conscience aiguë se manifeste dans l'ensemble des régions de l'île. Pour l'instant, toutefois, les paysans enfermés dans le cercle des prêts usuraires savent que seuls, sans appui extérieur, ils ne pourront pas se dégager du système. L'apparente apathie de nombreuses communautés ne s'explique pas autrement.

Certaines entreprises commerciales européennes à agences multiples appartiennent au même courant mercantiliste et s'inscrivent dans le même cadre d'une économie de traite. Dans la mesure où elles utilisent les réseaux de collectage des

produits locaux, elles ont une influence aussi néfaste du point de vue du développement que les entreprises asiatiques.

Ailleurs, la dépendance des masses paysannes s'explique d'une autre manière, bien qu'en dernière analyse elle puisse se comprendre de la même façon. Très souvent, en vertu d'un titre de première occupation, des hommes s'assurent une situation prépondérante. Les nouveaux arrivants membres du Fokonolona ne sont pas des membres à part entière. Occupant une position précaire, dépendant des grands propriétaires pour les bœufs, le matériel, les réserves ou la terre, ils tendent, pour des motifs de sécurité, à entrer dans des clientèles. S'attachant à un patron, ils abdiquent les possibilités de développement. Dans un pays où le premier besoin est celui d'initiative et d'adhésion raisonnée et consciente, cela peut être dangereux, allant à l'encontre des buts visés.

Quelquefois, les éléments les plus dynamiques qui ont davantage une mentalité d'entrepreneur et bénéficient au maximum de l'aide technique, mettent en valeur leur exploitation avec une main-d'œuvre salariée répudiant les méthodes insidieuses de constitution de clientèles. Cela est net dans les nouvelles zones de développement. Il est par contre très rare que ces éléments agissants travaillent eux-mêmes, et la mise en valeur s'effectue par personnes interposées.

Les efforts des planificateurs, s'ils ne reposent pas sur une connaissance approfondie des structures, risquent d'aboutir à des mécomptes. En dehors du fait que les réseaux de domination sont parfaitement intégrés dans l'ensemble de l'économie actuelle, les ententes et les stratégies abritent des intérêts qui, directement ou indirectement, profitent du système. L'opposition de certains paysans ou du commerçant indien tendra à tout mettre en œuvre pour faire échouer les projets, agissant au maximum sur des groupes qui sont habitués à avoir besoin d'eux.

Sur les régions périphériques où la domination est uniquement économique, il est relativement simple, en créant des « canaux étanches » (Lasserre) et en fournissant au paysan l'aide réduite qui lui permet d'éviter le recours à l'endettement, de rompre le système. Dans le Sud et l'Ouest, une découverte dans le domaine agronomique en matière de cul-

tures sèches pourrait, à elle seule, en assurant la sécurité alimentaire, modifier totalement la situation.

Dans d'autres régions, des survivances héritées d'un passé de type féodal, un complexe étonnant de dépendance de la part d'une masse de petits paysans ou de paysans sans terre rendent un changement de structure plus difficile, aussi longtemps que l'initiative de ce changement ne provient pas des couches qui bénéficient directement du système économique et social. L'actuelle pression démographique est susceptible, dans un proche avenir, de modifier considérablement les données du problème.

Dans l'immédiat, l'aide du paysan devrait avoir pour but d'enrayer les mécanismes de perte et de réduire au maximum, par une action paysannale, doublée d'une action de crédit, soit l'endettement, soit les raisons de dépendance. Une aide tenant compte de la réalité sociologique et appliquée d'une manière différente suivant les régions, les types de spéculation et les populations, devrait à très brève échéance permettre aux agriculteurs d'obtenir en fin de campagne l'excédent qu'ils seraient en droit d'attendre. C'est là le seul moyen, dans un premier temps, de permettre le déclenchement d'un processus positif d'accumulation, seul susceptible de permettre une véritable promotion et d'en susciter la volonté chez les intéressés.

Vers le renforcement d'un état dualiste

Depuis peu, la situation pour Madagascar est modifiée. Toutefois, le fait d'avoir obtenu la personnalité internationale ne signifie pas que, pourtant, Madagascar soit automatiquement sur la voie du développement. Il n'est pas possible de parler de problèmes humains sans ouvrir une parenthèse : Madagascar indépendant n'a pas encore modifié ses institutions. Les institutions de modèle occidental étaient conçues pour être articulées sur la Métropole, elles étaient partie d'un ensemble plus vaste et dépendant de l'appareil administratif français. La complexité des règles qui s'expliquait par la nécessité de contrôles extérieurs ne s'explique plus ou s'explique mal actuellement. Les réformes, respectueuses de l'ordre établi, ont créé des organismes parallèles qui sont venus s'ajouter à l'an-

cien système. Un observateur extérieur est étonné de l'inflation des agents administratifs que l'on rencontre à tous les degrés. Il serait peut-être utile de considérer certaines administrations sous l'angle des réalisations obtenues dans le passé et d'apprécier leur action en termes de coûts et d'avantages réels, procurés en contre-partie. Pour les paysans de la brousse, il est certain que des pans entiers d'un édifice écrasant et dispendieux pourraient s'écrouler sans le moindre inconvénient.

Madagascar hérite de ce système qui consacre une dualité et l'existence, sur un même territoire, de deux mondes séparés. D'une part, existence d'un pays vivant dans le cadre d'une économie qui, le plus souvent, en dépit des apparences, en dépit des cultures destinées à l'exportation, reste une économie de subsistance ; d'autre part, des appareils organisés publics ou privés qui fonctionnent à des coûts occidentaux, employant un personnel dont les traitements mensuels peuvent égaler ou dépasser le revenu annuel d'une famille paysanne. L'éventail des rétributions est aisément quatre ou cinq fois plus ouvert que dans les pays développés sous leurs formes occidentale ou soviétique.

Entre ces deux catégories, entre ces deux milieux, on a l'impression d'un *no bridge*. La vie traditionnelle et le type nouveau se déroulent dans deux espaces distincts ; l'étrangeté de ces deux mondes, l'artificialité du premier frappent l'observateur. L'infrastructure commerciale offre ses services à deux catégories de consommateurs ; il existe, pour la satisfaction des besoins, deux réseaux également sans grands rapports, l'hôtel paillote de brousse fait pendant à l'hôtel de type européen.

Du point de vue du paysannat, la même dualité se rencontre. Actuellement, quels que soient les intentions et les efforts entrepris, le Paysannat, qui fonctionne avec des coûts hors de proportion à son objet, par le seul poids du système, distribue son assistance et son aide à une catégorie d'exploitants dont la situation est largement supérieure à celle du plus grand nombre des paysans moyens. Dans les mêmes villages, des paysans aisés sont à même d'utiliser les voies et moyens proposés tandis que le plus grand nombre n'est pas en mesure d'utiliser et de profiter des services qui lui sont

offerts et n'est pas atteint par les législations dont il devrait être le bénéficiaire. Dans la mesure où l'action ne vise pas au développement communautaire, quelque difficile que soit cette formule, l'action paysannale risque d'aggraver le déséquilibre actuel et de compromettre les chances ultérieures d'un développement harmonisé.

Cette situation explique que les comportements, les conceptions, l'horizon économique et social des hommes engagés dans l'une et l'autre sphère, apparaissent très différents. Il est vrai cependant que, dans certains domaines, l'un des réseaux de distribution des biens et services et, plus précisément, celui chargé des distributions de satisfactions pour le goût européen *stricto sensu* risque de disparaître. La structure des dépenses n'étant pas la même, il est certain que le départ d'un grand nombre d'européens met dans une situation très difficile certaines entreprises industrielles et surtout commerciales. La crise et le dépérissement qui, selon toute vraisemblance, s'ensuivra, ne signifient pas que les deux espaces économiques soient amenés à coïncider. La disparition de certains secteurs peut activer le développement des secteurs correspondants ; c'est ainsi que la crise de l'industrie hôtelière européenne permet un essor des petites entreprises foraines. La concurrence joue dans le sens d'une multiplication des petites affaires et, peut-être, créant des espaces de propagation, favorise l'induction de petits secteurs jusque là inexploités. La différence de conception fondamentale, l'absence d'investissements et d'immobilisations définissables en termes de comptabilité ne permettent pas cependant, dans ce domaine, la constitution d'une nouvelle infrastructure de remplacement intermédiaire entre les deux types.

La dualité subsiste dans d'autres domaines. Les avantages et la sécurité qu'offre le modèle extérieur sont parfaitement compris dans la brousse la plus reculée. Le jeune paysan, comme le pêcheur de l'Ouest, sont persuadés l'un et l'autre que le genre de vie traditionnel ne paie pas et désireraient changer d'activité. Les éléments les plus valables mettent tout en œuvre pour sortir du genre de vie traditionnel. A défaut d'un emploi administratif, le jeune rural souhaite trouver un emploi dans une entreprise privée ou, en dernier recours, se rend dans un centre urbain où il lui sera possible, même d'une

manière intermittente, d'obtenir quelques salaires. Les jeunes gens pensent qu'il est toujours temps de retourner à la terre. Le besoin de signes monétaires est d'autant plus important pour les catégories jeunes que la plupart des biens désirables ne peuvent être échangés que contre de la monnaie.

Sur les plateaux, le jeune homme qui a obtenu un emploi administratif est dit « tafita », c'est-à-dire, étymologiquement, traversé, passé sur l'autre rive. Il s'agit bien, dans l'esprit des gens, de deux mondes contigus mais séparés : celui de la sécurité et celui de l'incertitude.

La classe avantagée dispose de revenus excédentaires qui, effectivement, dépassent souvent grandement ses besoins mesurés dans l'optique traditionnelle. Malheureusement, compte tenu de la précarité des entreprises, de l'égoïsme inhérent à la personnalité humaine, cet excédent est drainé vers les activités spéculatives ou commerciales ; la faiblesse du taux d'intensité des capitaux investis dans le secteur productif décourage les investissements. Les disponibilités prennent automatiquement la forme qui, au moindre risque, leur donne le plus de valeur. Les comportements journaliers et les plans à court terme peuvent, en période longue, miner la structure économique actuelle. Il s'agit d'une contradiction qui, même perçue et analysée, est impuissante à influencer les choix individuels aussi longtemps que l'autorité publique ne crée pas les conditions favorables qui permettent de diriger ces choix. En attendant, la tendance à la constitution d'une classe économiquement favorisée — déjà existante, en fait, dans certaines régions — se dessine nettement. Cette classe pourrait prendre la forme d'un capitalisme de fonctionnaires. Ce fait peut, à échéance, conduire à la constitution de deux sociétés, l'une vivant à peu près suivant un standing de type occidental, l'autre enfoncée plus profondément dans sa situation actuelle. Cette disparité, si rien ne vient interrompre le processus, doit tendre à se renforcer et peut conduire à la constitution de deux pays, un pays légal qui peut pour lui-même prendre la forme démocratique et un pays réel relativement statique. Exprimé d'une autre manière, le Madagascar de demain peut connaître des problèmes de populations aborigènes comme en connaissent l'Amérique latine, la péninsule indienne et l'Indonésie. Il semble, compte tenu des tradi-

tions culturelles et des virtualités des différents groupes, que cela devrait pouvoir être évité. Il est évident que si les plateaux disposent de toute l'infrastructure scolaire secondaire et universitaire nécessaire, il n'en va pas automatiquement de même ailleurs, bien que des lycées viennent d'être créés dans les quatre principales villes de la côte. Dans les campagnes, un effort d'éducation de base apparaît comme l'une des premières nécessités. Cette sorte d'investissement est reconnu comme l'un des plus payants en longue période : il est susceptible d'éviter le décrochage de groupes entiers de populations et, dans le même temps, compte tenu du contexte international, les convulsions qui, à terme, ne manqueraient pas de se produire.

Les paysans traditionnels sont avertis de cet état de choses. Les innovations qui leur sont proposées et qui, trop souvent, apparaissent trop étrangères aux conditions locales, sont mal saisies et provoquent un certain scepticisme. Le paysan marginal est parfaitement conscient du fait que des travaux dont sa part dans l'amortissement annuel égale ou dépasse son revenu monétaire ne sont pas possibles et que, compte tenu de ses charges actuelles, il ne peut partir que perdant. A moins de la mise en place d'organismes de crédit, d'organismes coopératifs et d'un encadrement conçu à des coûts malgaches, il semble que les nouvelles spéculations proposées, qui requièrent un équipement minimum et l'aide d'une main-d'œuvre rétribuée extérieure à l'unité familiale, dépassent le plus souvent les possibilités des groupes traditionnels.

Conclusion

Madagascar est dans l'expectative et prend lentement conscience de ses problèmes réels. Un tel article est prématuré dans la mesure où il risque de manquer de recul et de se ressentir du climat d'incertitude inhérent à toute période de transition et de grand changement. Les observateurs renseignés, quelle que soit leur équation personnelle, sont conscients des immenses problèmes que la France laisse à un pays qui, malgré des tendances profondes à l'unité, apparaît pluraliste et désarticulé. Les exigences que posent le développement et la croissance sont telles que les modèles disponibles que pro-

posent l'Est ou l'Ouest apparaissent également très difficilement adaptables.

Cette attente, ces interrogations entretiennent un malaise tenace. Les élites malgaches qui, après les révoltes de 1947, ont construit leur doctrine sur le préalable de l'indépendance se trouvent en quelque sorte frustrées, car il est certain que le fait de voir s'ouvrir brusquement une porte que l'on s'apprêtait à enfoncer est irritant. De nombreuses couches, qui avaient opté pour un nationaliste militant, se retrouvent avec un nationalisme désaffecté auquel il importe de donner rapidement un nouveau contenu afin qu'il conserve auprès des masses une signification. Le vide doctrinal ne doit pas s'expliquer d'une autre manière.

Dans ces conditions, la présence de trop nombreux fonctionnaires européens, semi-fonctionnaires ou techniciens, est un élément de vulnérabilité à la fois alibi et motif croissant d'énervement. Dans la mesure où des fonctionnaires français participent au gouvernement malgache et à des plans intérieurs malgaches, ils doivent réaliser clairement que les problèmes posés sont très difficiles à résoudre dans l'optique actuelle et que, de par la conjoncture, il ne peut leur être donné de se tromper. Les tensions nées des difficultés évidentes doivent être canalisées vers l'extérieur et l'aménagement de soupapes de sûreté apparaît impérieusement nécessaire. Il serait inopportun que des fonctionnaires français — et même que certains services administratifs qui, de tout temps, ont fait preuve de leur singulière inefficacité — puissent donner l'impression de « s'accrocher ». On ne peut que souhaiter que les experts français à compétence indiscutée et indiscutable se trouvent à Madagascar dans les mêmes conditions que les experts soviétiques se trouvent en Chine communiste. Cela permettrait peut-être aux autorités malgaches de procéder à de nécessaires manipulations de salaires et de traitements sans devoir tenir compte des alignements qu'impose la présence dans l'administration malgache de fonctionnaires européens.

De nombreux français établis à Madagascar dans les différentes régions de l'île sont conscients de cet état de choses, et, en dépit des garanties réelles données par les autorités malgaches, pensent que leur présence dans ce pays ne tient peut-être qu'à un sursis. De leur point de vue, leur situation serait

plus sûre s'ils se trouvaient à Madagascar de la même manière que d'autres français se trouvent, par exemple, en Amérique du Sud, quel que soit le régime gouvernemental.

Le problème préoccupant actuellement est celui des masses qui sont portées à attendre beaucoup de l'actuel changement. Le fait colonial laisse derrière lui une situation qui n'est pas toujours très stable du point de vue social. Les prolétariats flottants du Nord, dont il est en très grande partie responsable, les situations agraires des riches deltas de l'Ouest, les problèmes que pose l'intégration d'ethnies « décalées » comme celles de l'Extrême Sud, ou différentes comme les communautés Comoriennes, sont de nature à causer de sérieuses préoccupations. Il serait urgent d'entreprendre auprès des populations qui, pour des raisons diverses, apparaissent récalcitrantes au progrès, une action réelle qui leur permette de l'envisager en créant les conditions adéquates.

Un effort d'éducation de base devrait être entrepris en première urgence : les méthodes actuelles de scolarisation ne sont pas suffisantes et demanderaient à être complètement révisées dans leurs principes fondamentaux ; leur pouvoir « brisant » est aussi efficace dans la nouvelle conjoncture que dans l'ancienne, sans plus de profit, semble-t-il. Cet effort d'éducation de base doit viser à éviter l'approfondissement de fossés au sein de la Nation Malgache. Il s'agit de faire éclater certains réseaux et de démocratiser, à l'échelle de l'île, l'information. Il ne sera jamais possible, compte tenu des structures actuelles, d'insister suffisamment sur le besoin d'orientations démocratiques ou égalitaires.

Dans la mesure où la diffusion est partielle, le remède risque d'être pire que le mal, et il en va de même d'une politisation fragmentaire qui réveille les anciennes oppositions et tend à instaurer une sorte de *spoilt system* au niveau villageois, paralysant les élites et les initiatives.

Enfin, le plus grand besoin paraît être celui d'une doctrine susceptible, dans l'avenir, de sous-tendre des actions trop souvent disparates et de permettre dans un deuxième temps l'établissement des structures adaptées. Une telle doctrine ne peut être pensée que par des malgaches, à condition qu'elle réponde évidemment aux besoins de l'ensemble des populations et non pas à ceux d'une couche privilégiée. Des délais rai-

sonnables sont nécessaires : le monde n'est pas forcément pris dans une course échevelée et le temps n'est pas forcément l'ennemi des planificateurs, ainsi que veut l'affirmer l'impatience des hommes.

Paul OTTINO

BIBLIOGRAPHIE

- L. CHEVALIER, *Madagascar — Populations et Ressources*.
G. CONDOMINAS, *Fokon'olona et collectivités rurales en Imerina*.
H. DESCHAMPS, *Les migrations intérieures à Madagascar*, Collection L'Homme d'Outre-Mer.
R. DUMONT, *Evolution des Campagnes malgaches*, Imprimerie Officielle, Tananarive, 1959.
J. FAUBLÉE, *La cohésion des sociétés Bara*, Presses Universitaires de France, 1954.
S. FRÈRE, *Panorama de l'Androy*.
A. GUILCHER, *Madagascar*, Géographie Régionale, CUD.
H. ISNARD, *Madagascar*, Armand Colin.
R. LINTON, *The Tanala. — A Hill Tribe of Madagascar*, Anthropological Series, Volume XXII, Chicago.
L. MOLET, *Le bœuf dans l'Ankaizina*, Publications de l'IRSM, Tananarive, 1953.
Ch. ROBEQUAIN, *Madagascar*, Presses Universitaires de France.
G. RUUD, *Taboo*, Oslo University Press, 1960.

11 AVRIL 1966

CAHIERS DE L'INSTITUT DE SCIENCE ÉCONOMIQUE APPLIQUÉE

Directeur : François PERROUX

DEVELOPPEMENT, CROISSANCE,
PROGRES (17)

Directeurs : F. PERROUX et R. BARRE

MADAGASCAR
Études et perspectives économiques

G. LEDUC, A. MULLIER, J. GILLAIN,
P. OTTINO, E. UHART, A. PERODEAU,
C. CHASSAIGNE, R. JULIENNE,
R. LEMOYNE, R. GENDARME,
J.-C. PERRIN.

N° 121 (avec suppl.) — JANVIER 1962 (Série F, n° 17) — Publication mensuelle

I. S. E. A.
35, Boulevard des Capucines — PARIS (2°)



B 22998